

La cyber-dissidence en Tunisie avant et après la “révolution” du 14 janvier 2011: le cyber-activisme de jeunes blogueurs et l’expression de l’engagement politique¹

Cyber-Dissidence in Tunisia before and after the 14 January 2011 ‘Revolution’: The Cyber-Activism of Young Bloggers and the Expression of Political Engagement

Hamida EL BOUR,

Institut de presse et des sciences de l’information (IPSI), Université de la Manouba, Tunis (Tunisie).

Contact : hamidabe@yahoo.fr

Recibido : 26/10/2015. Revisado y aceptado para publicación : 22/12/2015

Para citar este artículo:

Hamida El Bour (2015): “La cyber-dissidence en Tunisie avant et après la “révolution” du 14 janvier 2011: le cyber-activisme de jeunes blogueurs et l’expression de l’engagement politique”, *Revista de Estudios Internacionales Mediterráneos*, 19, 41-56.

Para acceder a este artículo: <http://dx.doi.org/10.15366/reim2015.19.003>

Résumé :

Les jeunes cyberactivistes tunisiens ont pu constituer avant le 14 janvier 2011 une véritable alternative pour les Tunisiens avides d’informations et cherchant à échapper au “matraquage” du système médiatique local voué à la propagande du régime politique en place. Les blogueurs et les cyberdissidents ont joué un rôle important en dénonçant les violations des libertés et des droits des citoyens durant les révoltes qui se sont succédées de décembre 2010 à janvier 2011. Aujourd’hui, le paysage médiatique tunisien a changé. La liberté de l’expression est reconnue comme étant le plus grand des acquis de la “révolution” de 2011. Cet article explore les “nouveaux” itinéraires et les évolutions de l’expression politique des blogueurs,

¹ Cet article s’inscrit dans le cadre des résultats du projet de recherche: "Jeunesses, changement social, politique et sociétés en réseaux en Méditerranée: le cas des pays du Maghreb", financé par le Secrétariat d’État à la Recherche, le développement et l’innovation du Ministère espagnol de l’Économie et de la compétitivité (CSO2011-29438-C05-04).

cyberdissidents d'hier, après les élections libres et transparentes d'octobre 2011. Pour ce faire, on analyse le contenu des blogs de cinq cyberdissidents au cours des années 2010 à 2013.

Mots clés : *Jeunes, participation, cyberactivisme, Printemps arabe, opposition, Tunisie, Maghreb.*

Resumen :

Los jóvenes ciberactivistas tunecinos se convirtieron antes del 14 de enero de 2011 en una verdadera alternativa para los tunecinos sedientos de información y que buscaban escapar al "bombardeo" del sistema mediático local dedicado a la propaganda del régimen político. En el transcurso de las revueltas de diciembre de 2010 a enero de 2011, los blogueros y los cyberdissidentes desempeñaron un papel protagonista con la denuncia de las violaciones de las libertades y los derechos de los ciudadanos. Hoy, el panorama mediático tunecino es distinto. La libertad de expresión es reconocida como el principal logro de la "revolución" de 2011. Este artículo explora los "nuevos" itinerarios y la evolución de la expresión política de algunos blogueros emblemáticos, ayer cyberdissidentes, tras las elecciones libres y transparentes de octubre de 2011. Para ello, analizamos los contenidos de los blogs de cinco cyberdissidentes de 2010 a 2013.

Palabras claves: *Jóvenes, participación, ciberactivismo, oposición, Primavera árabe, Túnez, Magreb.*

Abstract:

Young Tunisian cyber activists became before 14 January 2011 a real alternative for those people who were thirsting for information and looking for escaping to the local media system dedicated to the propaganda of the Tunisian political regime. During the riots of December 2010 to January 2011, bloggers and cyber-dissidents played a leading role in denouncing violations of freedoms and rights of citizens. Today, the Tunisian media landscape is different. Freedom of expression is recognized as the main achievement of the "revolution" of 2011. This article explores the "new" routes and the evolution of the political expression of some emblematic bloggers, cyber-dissidents yesterday, after free and fair elections in October 2011. To do this, we analyze the content of the blogs of five cyber-dissidents during the years 2010-2013.

Key words: *Youth, participation, cyberactivism, opposition, Arab Spring, Tunisia, North Africa.*

Introduction

Les cyberdissidents tunisiens ont été avant la chute du Président Ben Ali, le 14 janvier 2011, une véritable alternative pour le Tunisien avide d'informations en général, et, d'informations sur les soulèvements populaires qui ont surgi dans plusieurs régions du pays à partir du 17 décembre 2010, en particulier. À l'heure où le pays était soumis au matraquage d'un système médiatique local défaillant, consacré essentiellement à la propagande du régime politique en place, les cyberdissidents se sont présentés comme de "nouveaux médiateurs" (Vedel, 2003 : 211) ayant pour rôle de diffuser des informations différentes à l'opinion publique. L'activité en ligne de ces internautes a consisté à dénoncer la dictature, à critiquer les médias dominants et à "mettre en œuvre des dispositifs alternatifs de production de l'information" (Chouikha, 2015 : 47).

Si on peut avancer qu'un cyber-activiste, c'est avant tout quelqu'un qui milite pour une cause sur internet et qui peut agir comme un "journaliste citoyen en ligne" en diffusant des informations, un "journaliste citoyen" en ligne n'est pas nécessairement en dissidence, tout dépend de l'attitude des autorités vis-à-vis

des informations qu'il diffuse. Il pourra donc avoir pour vocation l'information en cherchant plutôt l'objectivité et la véracité des faits indépendamment de la version officielle du pouvoir, celle-ci pouvant coïncider ou diverger avec les informations recueillies par le journaliste, d'où sa dimension " citoyenne ". Nous parlerons de cyberdissidents pour nous référer à une catégorie de cyber-activistes qui se distingue des autres en contournant la censure gouvernementale d'internet pour diffuser surtout ce que les autorités ne veulent pas que l'opinion publique sache.

Par ailleurs, dans le cas tunisien, les cyberdissidents sont essentiellement des jeunes. Ceux-ci ont pu investir le web, reconnu comme étant un espace "potentiellement ouvert aux courants d'opinion mal ou pas représentés dans les systèmes politiques qui peuvent ainsi inscrire sur l'agenda public des questions délaissés par les partis ou les médias " (Vedel, 2003 : 19). Ils se sont exprimés tout au long des révoltes qui ont surgi aux quatre coins du pays de décembre 2010 à janvier 2011. Ces blogueurs et blogueuses cyberdissidents ont dénoncé les violations des libertés individuelles et ont milité en faveur du droit des citoyens à l'information.

Or, le contexte de l'action contestataire de l'avant 14 janvier 2011 caractérisé par la censure, le musèlement de la presse et la quasi absence de critique politique, n'est plus à l'ordre du jour en Tunisie (INRIC, 2012 : 146). En janvier 2014, une nouvelle Constitution consacrant la liberté de presse et d'expression a été adoptée. L'ancien code de la presse jugé "répressif" a été aboli, et les structures de contrôle et de censure des médias ont été gelées (Ben Messaoud, 2013 : 24). Le paysage médiatique tunisien a été transformé à la faveur de ces nouveaux textes qui ont supprimé l'autorisation administrative préalable pour créer de nouveaux médias. En reléguant les interférences politiques, ces textes ont mis l'accent sur la liberté de presse et d'expression et la diversité des opinions. En conséquence, le panorama médiatique est marqué par un changement de ton dans le traitement journalistique de l'information politique qui tranche dans son ensemble avec le langage de propagande du passé récent. Nous observons ainsi l'émergence de contenus critiques vis-à-vis du nouveau pouvoir politique qui se met en place depuis le 14 janvier 2011. Nous pouvons donc avancer que l'expression politique diversifiée et multiple s'est frayée un espace dans la vie quotidienne des Tunisiens. Elle s'est même imposée en tant que sujet principal du débat à l'échelle du pays. Favorisée en cela par la conjoncture de transition démocratique et les premiers scrutins électoraux pluralistes, les questions politiques sont désormais prépondérantes dans la classification des thèmes traités à travers les médias tunisiens (El Bour, 2013).

Ce faisant, trois années et demi après l'euphorie " révolutionnaire ", certains observateurs font le constat que le " côté militant " des blogueurs n'a pas pris fin avec " la fuite de Ben Ali " et que, qui plus est, ceux-ci sont appelés " à inscrire la liberté des groupes et des individus dans des pratiques plus créatives " au diapason des " horizons nouveaux " que " l'ère postrévolutionnaire ouvre devant la société " (Chebbi, 2012 : 71-72). Cette référence à un potentiel leadership auprès de l'opinion publique attribué aux blogueurs puise son essence dans la reconnaissance de ces acteurs, "suffisamment visibles et célèbres pour attirer l'assiduité d'audiences qui leur sont exclusivement dédiés" (Proulx et Breton, 2012 : 328).

La liberté d'expression étant reconnue comme étant le plus grand des acquis de la " révolution " de 2011, dans cet article nous explorerons les itinéraires et les évolutions de l'expression politique de cinq blogueurs, cyberdissidents d'hier, dans ce nouveau contexte politique et médiatique. Quelles formes prend l'activisme politique en ligne des jeunes blogueurs tunisiens aujourd'hui? Quel type de discours diffusent-ils et quelles sont leurs idées politiques? L'engagement politique étant conçu comme l'expression d'idées

politiques défendues par leurs auteurs, sans que cela n'implique nécessairement une affiliation partisane, quels sont les signes d'engagement politique que nous pouvons identifier par le biais de leurs blogs ?

Pour répondre à ces questions, nous avons analysé les blogs de cinq cyberdissidents :

- Lina Ben Mhenni (<http://atunisiangirl.blogspot.com>)
- Slim Amamou (<http://nomemoryspace.wordpress.com>)
- Fatma Riahi (<http://fatmaarabicca.blogspot.com>)
- AzyzAmami (<http://azyz405.blogspot.com>)
- Emna Ben Jemâa (<http://emmabenji.canalblog.com/>)

Le choix de ces cinq blogueurs tunisiens pour former notre corpus est dicté par la visibilité dont ces derniers ont bénéficié dans les médias et par le fait qu'ils bloguaient depuis l'intérieur du pays. Ces deux critères sont ratifiés par le fait d'une part, que quatre d'entre eux, -Fatma Riahi, Emna Ben Jemâa, Azyz Amami et Slim Amamou- ont subi des arrestations avant la révolution en raison de la diffusion de contenus jugés diffamatoires à l'égard de l'ancien régime de Ben Ali² et d'autre part, qu'ils ont été présentés après le 14 janvier 2011, aussi bien par les médias tunisiens qu'étrangers, comme étant " les figures de la révolution tunisienne " et parmi " les personnalités les plus influentes ".

Nous allons analyser leurs blogs afin de saisir les évolutions de leurs histoires respectives et de voir dans quelle mesure elles suivent les évolutions politiques et médiatiques de la Tunisie de ces dernières années. Bien que nous ayons analysé tous les éléments constitutifs des blogs tant dans la forme que dans le fond, nous nous centrerons ici sur les idées développées dans les textes produits, vu que ceux-ci représentent la composante dominante des blogs étudiés.

Lors de la première phase de dépouillement du contenu des blogs, nous avons classé d'abord les éléments postés selon le lien qu'ils maintenaient avec la politique d'une façon générale pour déboucher finalement sur les quatre thèmes suivants : 1) la liberté de presse et d'expression ; 2) la critique des pouvoirs (le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire) ; 3) les élections de 2011 et de 2014 ; et, 4) les "projets" politiques ou les idées politiques soutenus par les blogueurs. Notre démarche méthodologique suit l'un des axes reconnus par l'analyse thématique et qui consiste dans une analyse focalisant les mots clés et les phrases les plus significatives pour l'objet de la recherche (Keyton, 2006 : 295). Même si l'objectif de la présente étude est d'explorer les spécificités de l'expression politique des jeunes cyberdissidents après le 14 janvier 2011, il s'avère nécessaire de nous référer à ce que ceux-ci postaient sur leur blogs avant

² Fatma Riahi a été arrêtée le 2 novembre 2009 accusée de diffamation à l'égard de Ben Ali et d'être le caricaturiste cyberdissident "Z" actif sur le blog débat Tunisie. Elle a été libérée le 8 novembre 2009. Elle a suscité le soutien de la blogosphère tunisienne et internationale. Source : <http://nawaat.org>

Emna Ben Jemâa a été arrêtée le 21 mai 2010 pendant sept heures pour son activité en ligne et ses relations avec les autres blogueurs et le mouvement de contestation programmé pour le 22 mai 2010. Source : <http://threatened.globalvoicesonline.org/>

Slim Amamou a été arrêté le 22 mai 2010 pour avoir tenté d'organiser une manifestation contre la censure et le 6 janvier 2011 accusé de destruction de sites officiels. Source : <http://nomemoryspace.wordpress.com/english>

Azyz Amami a été arrêté le 6 janvier 2011, accusé lui aussi de destruction de sites officiels. Source : <http://nawaat.org>

cette date afin de saisir leurs changements d'attitudes, de discours et de stratégies d'action. Grâce aux archives que le blogueur garde, nous avons accès au témoignage de son parcours qui permet de retracer la trajectoire de son expérience avec la parole contestataire. Les résultats que nous présentons ici concernent les années allant de 2010 à 2013, voire à 2014 pour les activistes qui ont continué à alimenter leur blog. Ce faisant, nous avons aussi exploré les archives de 2008 et 2009, lorsqu'elles étaient disponibles, de même que les renvois vers les comptes twitter et facebook des auteurs des blogs, et ce, afin d'avoir de plus amples éléments de compréhension de leur réflexion politique.

Démarche individuelle et trajectoires communes

Des recherches récentes ont esquissé un profil général des blogueurs tunisiens. Ceux-ci sont présentés comme étant de jeunes internautes " issus des classes moyennes des centres urbains du littoral " ³. Ces jeunes relevant " d'une minorité citadine qui possède et utilise l'Internet en ayant un accès privilégié à la culture numérique " ⁴, ne seraient pas " mus par un projet politique et idéologique précis et s'engagent rarement dans la vie politique et associative légale " ⁵. Nous retenons des grands traits de ce profil, c'est que l'idée du blogging n'est pas liée pour la plupart des jeunes analysés par ces chercheurs à l'expression d'un militantisme politique contestataire. Le profil des blogueurs de notre corpus confirment globalement ces traits généraux (pour une synthèse schématique voir tableau N.1 ci-dessous) puisqu'ils sont âgés de 30 à 40 ans, vivent à Tunis, appartiennent à la classe moyenne supérieure ⁶, maîtrisent au moins deux langues, ne se proclament d'aucun parti politique ⁷ et deux d'entre eux, Slim Amamou et Azyz Amami sont des informaticiens.

Les blogs étudiés ont en commun la prédominance du recours au texte par rapport aux photos ou aux affiches. Ces textes sont édités en dialecte tunisien, en arabe littéraire, et en français ; rarement en anglais.

Ce que nous observons dans l'activité en ligne des blogueurs de notre corpus s'inscrit dans une démarche individuelle se justifiant par un slogan qui illustre la nature de la prise de parole, celle de la liberté de s'exprimer que ce soit à propos de l'intime, de la sphère privée ou des affaires publiques. Concrètement, Emna Ben Jemaa affirme écrire " Des états d'âme ", annonceurs d'une démarche très personnelle, loin de toute implication politique. " C'est mon blog et j'écris ce que je veux " énonce Azyz Amami sur le sien. Pour Lina Ben Mhenni, " chaque Tunisien doit avoir le droit de s'exprimer librement ". Fatma Arabicca décrète " liberté j'écris ton nom " reprenant ainsi un slogan connu sous d'autres cieux. Quant à Slim

³ Romain Lecomte (2013 :73) a interrogé plus de 70 internautes tunisiens en face à face, par skype, courriels ou chat, dans le cadre d'une recherche de thèse sur les usages citoyens et contestataires d'internet par les Tunisiens.

⁴ Souad Kamoun Chouk (2013 : 29) analyse le mouvement social à travers l'activité en ligne des cyberdissidents et les actions de contestation et de protestation hors ligne dans les régions de l'intérieur du pays.

⁵ Larbi Chouikha (2015 :64) a étudié le site *Tunisnews* en cherchant à comprendre " les raisons qui ont fait le succès de cette lettre de diffusion dans les années 2000 jusqu'au lendemain du 14 janvier 2011, date de son interruption". Il a également étudié avec Eric Gobe, l'expression des jeunes "militants sur le net" soulignant que "la Tunisie virtuelle" est une "Caisse de résonance du mouvement contestataire".

⁶ Le chercheur Bacchar Gherib (2011) fait observer que la notion de classe moyenne telle qu'elle est identifiée par l'Institut national de la statistique est un slogan plutôt qu'un concept socio-économique répondant à un minimum de rigueur scientifique. Nous avons retenu la définition des Nations Unies qui stipule que la classe moyenne supérieure est une catégorie regroupant les cadres, les ingénieurs, les professeurs d'université (Source : www.escwa.un.org).

⁷ A l'exception de Slim Amamou, membre fondateur, en avril 2012 du Parti pirate de Tunisie. Dans le sillage du mouvement initié en Suède en 2006, il vise à promouvoir la démocratie directe et le principe de la gouvernance ouverte basé sur la participation des citoyens à la prise de décision et sur l'utilisation des nouvelles technologies. Il a ainsi proposé le 29 mai 2012 un projet de constitution en dialecte tunisien pour que les tunisiens puisse le comprendre. Source : <http://nomemoryspace.wordpress.com>

Amamou, dans son blog, il dit présenter " mes sujets ", ce que " Je pense ". Il s'agit donc d'une écriture individualiste, voire intimiste dans certains cas mais bien ancrée dans la quête de la parole libérée.

Tableau N° 1 : Profil des blogueurs

Blogueur/se	Age	Profession	Région	Langue de blogging	Etudes
Lina Ben Mhenni	32 ans	Assistante universitaire	Tunis	Français Anglais Arabe Dialecte tunisien	Littérature anglaise
FatmaRiahi	40 ans	Universitaire enseigne le théâtre	Tunis	Arabe littéraire Dialecte tunisien	Arts
Emna Ben Jemâa	28 ans *	Universitaire enseigne le marketing et journaliste	Tunis	Français Dialecte tunisien	Marketing
Slim Amamou	38 ans	Directeur d'une entreprise de développeurs créée en 2008	Tunis	Français Arabe Dialecte	Informatique industrielle
AzyzAmami	32 ans	Développeur "en chômage volontaire"***	Tunis	Dialecte tunisien Français Arabe littéraire	Développement informatique

* Entretien par courriel avec Emna Ben Jemâa, le 8 octobre 2015

** Il se décrit ainsi, voir Azyz Amami <https://plus.google.com/>

Les cinq blogueurs partagent l'utilisation d'un ton critique, direct, passionné et véhément. Cette constante au fil des textes publiés avant et après la révolution est néanmoins, marquée par des différences concernant le vocabulaire utilisé d'un blogueur à un autre. Parmi les blogueurs que nous avons étudiés, nous remarquons qu'en dehors d'Azyz Amami, ceux-ci ne sortent pas de la " bienséance langagière " pour

exprimer leur colère et leur contestation. En effet, Azyz Amami est le seul qui n'hésite pas à utiliser un langage cru et des gros mots, en dialecte tunisien, pour exprimer sa rage et son mécontentement. En allant puiser dans le répertoire relatif à l'acte sexuel, il reflète une certaine manière de parler très masculine que l'on retrouve dans les rues tunisiennes. Il avoue d'ailleurs, " j'ai eu de la chance de vivre un peu partout, entre quartiers populaires, zones rurales, centre-ville de la capitale ".

Dans cette démarche subjective, le rythme de publication des textes évolue au gré des humeurs et des volontés des auteurs. Sur les quatre années d'observation, nous avons constaté que la quantité de textes diffère d'un blogueur à un autre. Si Azyz Amami et Lina Ben Mhenni sont les plus productifs, Slim Amamou n'a pas tenu le rythme d'un texte par mois qu'il annonçait dans la présentation de son site. En revanche, il est beaucoup plus présent sur son compte twitter qui est relié à son blog. La moins régulière est certainement Fatma Arabicca, dont le dernier texte publié date d'avril 2013, mais elle intervient plus régulièrement sur sa page facebook reliée à son blog. Quant à Emna Ben Jemâa, elle a eu un temps d'arrêt en 2013 avant de reprendre l'écriture de son blog en 2014 :

"Depuis la création de ce blog, je suis dans la quête du bonheur, mon bonheur. Peut-être que je n'écrivais plus car j'estimais que j'aimais tout ce que j'avais, ou que j'ai atteint le point ou je voulais arriver. Tout avoir ou presque, ...un métier que j'aimais, un bon salaire, l'épanouissement, une vie riche et remplie, et puis merde j'ai participé à ma manière à une révolution, c'est quand même énorme".

Tableau N°2 : Rythme annuel de production des blogueurs

Blogueur/se	2010	2011	2012	2013	2014	Total
Lina Ben Mhenni	248	229	155	76	25	733
FatmaArabicca	14	31	4	1	-	20
Emna Ben Jemâa	29	46	70	6	1	152
Slim Amamou	3	1	3	-	-	7
AzyzAmami	14	22	24	20	07	87

Ceci étant, nous constatons que le nombre de textes a diminué de façon significative après 2012 pour tous les blogueurs de notre corpus, indépendamment de leurs expériences individuelles. Toutefois, cette diminution ou la faible production dans le cas de Slim Amamou est compensée par une forte activité sur les pages personnelles sur les réseaux sociaux tels que Twitter ou Facebook auxquels sont liés leurs blogs.

Jusqu'ici nous avons évoqué la prédominance des textes dans les blogs. Ceci dit, les affiches porteuses de messages contre la censure et les restrictions à la liberté d'expression sont très présentes dans le blog, " a tunisian girl " de Lina Ben Mhenni. Les messages des affiches illustrent l'engagement de la blogueuse et sa participation dans les activités de lutte en faveur de la garantie des libertés individuelles, notamment le droit d'exprimer des prises de position et de les partager avec le public. Elle conserve ainsi les affiches

marquant son soutien à Fatma Riahi (" Free Fatma Arabicca "), sa solidarité avec les peuples révoltés et les populations du bassin minier tunisien, et celles dénonçant la censure sur internet ou la violence à l'égard des femmes. Parmi toutes ces affiches, il en est une autre, portant le slogan " don d'organe, don de vie ", qui évoque un autre combat que Lina mène en tant que transplantée puisqu'elle a reçu une greffe d'un rein en 2007.⁸

Un militantisme pour la liberté d'expression

Le combat pour la liberté d'expression est l'axe central du militantisme des blogueurs tunisiens avant et après le 14 janvier 2011. Les dénonciations des attaques à la liberté d'expression constituent l'essentiel de l'activité de bloguing. Qu'il s'agisse de soutenir des étudiants détenus, des journalistes, des médias, des féministes, ou des cadres des forces de sécurité, les blogueurs affichent leur appui et prennent une part active à l'acte de protestation. *A tunisian girl*, le blog de Lina Ben Mhenni, réserve un espace depuis 2009, pour dire " Non à la censure des internautes " ou pour appeler à la libération de Fatma Arabicca, détenue en novembre 2009 pour avoir exprimé des critiques contre le régime de Ben Ali. On a donc ici bel et bien affaire à deux cyberdissidentes telles que nous avons distingué ce phénomène de l'activisme et du cyber-activisme en introduction.

Le soutien pour ces causes liées au droit des libertés fondamentales ne faillit pas après le 14 janvier 2011. Le blog de Lina Ben Mhenni reprend les appels pour libérer pour ne citer que deux exemples la FEMEN tunisienne Amina Sboui, arrêtée le 19 mai 2013 alors qu'elle écrivait le mot " Femen " sur le mur de la grande mosquée de Kairouan, ou le journaliste d'Al Jazeera, Mohamed Bouneb, retenu au Qatar sous le chef d'accusation de mauvaise gestion de chaînes de télévision⁹. Ceci étant, Lina déclare avoir hésité à soutenir Amina Sboui car " depuis deux années, je me sens menacée, fatiguée et épuisée ". Elle explique :

"Je ne suis plus moi-même à cause de la pression que je subis depuis deux années... Je continue de vivre en ayant recours à des calmants. Les insultes, les menaces de mort, les campagnes de diffamation m'ont quelque part fragilisée...je voulais seulement la paix. J'avais besoin d'une trêve mais je n'ai pas réussi à me convaincre de la nécessité de quelques jours de repos"

Dans ces mêmes espaces qui fustigent les agressions policières et dénoncent le mutisme face à ce type de violence, nous constatons la présence de marques d'appui aux agents des services de sécurité lorsqu'il s'agit de policiers détenus pour avoir révélé aux médias les dysfonctionnements observés au sein du ministère de l'Intérieur. Les appels à leur libération dans les blogs sont relayés par les pages personnelles des blogueurs sur les réseaux sociaux. Nous pouvons citer le cas de Samir Feriani, un haut fonctionnaire de

⁸ http://fr.wikipedia.org/wiki/lina_ben_mhenni

⁹ Mahmoud Bouneb était le directeur exécutif des chaînes de télévision « Aljazeera Children » et « Baraem », toutes les deux destinées aux enfants de 1999 à 2011. En septembre de cette dernière année, il a été accusé de mauvaise gestion, jugé et condamné. Un mouvement de soutien mené par des organisations syndicales et des droits de l'Homme a lutté pour qu'il puisse revenir dans son pays. Il n'a pu quitter le Qatar que trois ans plus tard et ne rentrer en Tunisie que le 15 mai 2015. Sources : <http://www.businessnews.com> et <http://www.tap.info.tn>

Amina Sboui, était membre du mouvement FEMEN, groupe féministe défendant les droits des femmes en organisant des actions prônant le slogan "sors, déshabille toi et gagne". Sources : <http://www.wikipedia.org> et <http://www.huffpostmaghreb.com>

la police, qui a dénoncé les abus d'un certain nombre de hauts fonctionnaires du ministère de l'Intérieur à l'encontre des droits de l'Homme. Il a été arrêté le 29 mai 2011 pour atteinte à la sécurité extérieure du pays et pour diffusion de fausses informations.¹⁰ Dans le but d'ouvrir une enquête sur ce qu'il a révélé, Fatma Arabicca, à l'instar des autres blogueurs, a participé à la campagne "bloguez le 14 juillet 2011 pour la liberté d'expression et pour la libération de Samir Feriani".

Dans les textes de Fatma Arabicca, le concept de liberté, que ce soit explicitement ou à travers des notions dérivées et proches, revient sans cesse. Elle soutient ceux "qui portent le rêve d'un pays libre" comme Souhayeb Tarhouni, un étudiant en génie informatique, qui a été arrêté alors qu'il participait à une manifestation de protestation contre le gouvernement, le 15 juillet 2011 à Tunis¹¹. La blogueuse revendique sa libération en soulignant que la liberté, "ce n'est pas la participation aux manifestations, mais d'en rentrer sain et sauf (ie. *des manifestations*)". Elle s'exprime ainsi contre la répression des manifestants essentiellement par les forces de l'ordre et contre les risques de régression autoritaire qui demeurent d'actualité :

"Ne laissons personne nous prendre ce que nous avons chèrement payé"

C'est dans ce sens qu'elle soutient les médias comme en janvier 2012, dans le procès intenté contre la chaîne de télévision "Nessma" après la diffusion du film "Persépolis" et les actes de violence qu'elle a subis. Trois années plus tard, cette quête est toujours présente dans les textes qu'elle poste sur son blog même si son dernier texte posté en 2013 comporte une critique virulente des médias en général qui auraient failli à leur devoir d'information:

"Honnis soient les médias. Ils ne citent pas le nom du jeune Adel Kharzi, qui s'est immolé"¹².

La démarche du blogueur Slim Amamou dans le combat pour la liberté d'expression est différente. Il est connu pour avoir été parmi les initiateurs en 2010 avec d'autres blogueurs de deux manifestations contre la censure sur Internet. La première "Sayeb Sale7" littéralement "Lâchez Salah", mais en argot, cela signifie, en fait "laissez-moi tranquille". La deuxième est une autre manifestation "Nhar 3la Ammar" ("Sale jour pour Ammar"), Ammar étant le symbole de non accès aux sites web, puisque l'expression "Ammar 404 not found" s'affiche sur les écrans des internautes dans ces cas-là (Lecomte, 2013 : 71-72). Ces deux manifestations lui ont valu d'être arrêté le 22 mai 2010 et relâché le même jour. Le combat pour la liberté d'expression, il l'a traduit en diffusant, à travers son blog, les vidéos et les photos relatant ce qui se passait dans le pays en décembre 2010 – Janvier 2011, ce qui lui a valu d'être arrêté le 6 janvier 2011 avec un autre blogueur, Azyz Amami.

¹⁰ Samir Feriani a été acquitté en mars 2012. Il a obtenu le prix du meilleur dénonciateur d'affaires de corruption décerné par l'organisation I Watch en 2012 et il a réintégré son travail au ministère de l'Intérieur en avril 2013 Voir à ce propos <http://www.nawaat.org>, <http://tunisienumerique.com>, <http://www.tap.info.tn> et <http://www.tunisia-live.net>

¹¹ Voir à ce propos Memento (15 au 20 juillet) sur <http://www.nawaat.org>

¹² Adel Kharzi est un vendeur de cigarettes originaire de Jendouba, dans le nord ouest du pays et il s'est immolé à Tunis devant le théâtre municipal de Tunis en mars 2013. Voir <http://tunisienumerique.com>

C'est surtout sur son compte twitter que Slim critique aujourd'hui les atteintes à la liberté de presse, laissant à son blog "nomemoryspace" l'espace pour les textes longs, tel son commentaire posté en août 2012 contre l'introduction de dispositions relatives à la propriété intellectuelle dans le texte de la nouvelle constitution tunisienne. Ecrit en arabe dialectal, le texte met en garde contre ce que l'auteur appelle "la colonisation intellectuelle des grands lobbies américains".

Tout comme Slim Amamou, Azyz Amami utilise le dialecte tunisien pour exprimer sa rage contre les atteintes aux libertés individuelles, s'associant aux appels pour libérer ceux qui sont détenus, en Tunisie mais également en Egypte, pour avoir exprimé une idée différente, ou présenté d'autres versions des faits que les versions officielles proposées par ceux qui détiennent le pouvoir.

Nous constatons que les blogueurs continuent de prôner un même discours militant en faveur des libertés aussi bien dans le contexte pré-révolutionnaire de verrouillage médiatique que dans le contexte de liberté qui a suivi la chute du régime totalitaire en Tunisie. Ils assument le rôle de critique pro-actif, dans la mesure où ils ne se limitent pas à la parole contestataire, mais appellent à l'action afin de garantir cette liberté d'action et de parole.

Un cybermilitantisme " malgré moi " et le désenchantement de l'action politique dans l'arène institutionnelle

Les blogueurs étudiés ne montrent pas un engagement politique prononcé pour un parti ou un autre, si ce n'est pour le Parti pirate dans le cas de Slim Amamou, mais plutôt des affinités envers des tendances que nous pouvons identifier dans leur discours critique à l'égard des gouvernements successifs après le 14 janvier 2011, ou lors des élections de l'assemblée nationale constituante, le 23 octobre 2011.

Certains seront sollicités par des partis ou par des institutions nouvellement créées, voire par le gouvernement. En dehors de Slim Amamou, ils semblent peu tentés par l'expérience politique que ce soit dans le cadre formel des partis politiques, anciens et nouveaux ou des listes indépendantes qui se sont multipliées au cours des premiers scrutins. Certains blogueurs connus comme Tarek Kahlaoui¹³ se sont portés candidats sur des listes indépendantes aux élections de l'ANC en 2011 sous des bannières comme "Voix des jeunes", "Voix des jeunes libres", "Voix de l'indépendant", dont la connotation idéologique et la tendance politique reste floue.

Slim Amamou, qui a été nommé secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports le 17 janvier 2011, est le seul qui affiche militer dans un parti politique, il est vrai hétérodoxe : le Parti pirate (Chouikha et Tameur, 2015). Arrêté le 6 janvier 2011 avec Azyz Amami, il fait partie des personnalités indépendantes sollicitées par le Premier ministre du premier gouvernement de la phase transitoire pour former un gouvernement chargé entre autres d'organiser les élections.

"Je ne m'y attendais pas du tout. C'est quelque chose que je n'aurais jamais imaginée. Ma tâche sera de conseiller sur la jeunesse, notamment

¹³ Tarek Kahlaoui blogueur tunisien vivant à l'étranger avant le 14 janvier 2011. De mai 2012 à décembre 2014 il a été directeur de l'institut tunisien des études stratégiques relevant de la présidence de la république, et membre du bureau politique du parti Congrès pour la république, CPR, parti fondé par Moncef Marzouki président provisoire de la République (décembre 2011- décembre 2014) Sources : <http://www.wikipedia.org> et <http://www.nawaat.org>

vis-à-vis d'Internet et des spécificités des nouvelles technologies.

"Je vais faire entendre la voix du peuple sur Internet"

Cinq mois plus tard, il démissionne. Dans le texte présentant son profil sur son blog, il révèle qu'il a démissionné en raison du retour de la censure sur Internet et des limites qu'imposent ses responsabilités vis-à-vis de la légitimité populaire :

"L'une de mes premières surprises au sein du gouvernement ce fut le fait que je sois devenu moins libre de m'exprimer. Du côté du gouvernement j'avais carte blanche, mais du côté du peuple je ne l'avais plus".

Des expériences de gestion politique écourtée, nous en retrouvons une autre auprès de Lina Ben Mhenni, membre pendant quelques semaines de l'Instance nationale de la réforme de l'information et de la communication créée en mars 2011. Elle démissionne elle aussi quelques mois plus tard, le 27 mai 2011. Dans le sillage de Slim Amamou, elle invoque sur son blog et les réseaux sociaux cette crainte de suivre une trajectoire qui pourrait lui coûter la liberté de mouvement et de parole que ne garantit plus le passage du militantisme en ligne à l'action publique.

Nous observons que l'attitude de nos cinq blogueurs vis-à-vis de la participation au processus électoral en lui-même et des élections dénotent des prises de position divergentes. Lina ben Mhenni a déclaré ouvertement son intention de ne pas voter aux "premières élections démocratiques et libres du pays" convoquées le 23 octobre 2011. Pourtant, elle a rejoint les 309 blogueurs qui ont créé une page spéciale intitulée "blogging pour l'inscription sur les listes électorales". Par contre, Azyz Amami a eu une position diamétralement opposée. Le 30 juillet 2011, il écrit " depuis l'âge de 17 ans je suis dans toutes les manifestations, les grèves...j'ai participé aux manifestations Kasbah 1 et Kasbah 2, criant haut et fort pour une assemblée constituante... Je refuse qu'on rate ces élections par "révolutionnarisme" ou par gauchisme enfantin ". Cette attitude est partagée par Emna Ben jemâa qui se déclare "déprimée" en se rendant compte que beaucoup de Tunisiens ne comptent pas aller voter.

Ce faisant, Azyz Amami a déclaré qu'il ne compte pas se présenter aux élections en dépit des sollicitations reçues de la part de nombreux partis et tendances, mais il a annoncé la couleur en disant soutenir les listes " indépendantes progressistes " et il a fait une liste de ceux pour qui il n'a pas l'intention de voter. Il s'agit de " ceux qui ont appartenu au RCD, les rétrogrades, le projet fasciste, ceux qui s'allient aux rétrogrades, ceux qui sont liés à des lobbies économiques et ceux qui se sont exprimés ouvertement contre les sit-in Kasbah 1 et Kasbah 2 sans faire d'autocritique ". Emna Ben Jemaa va dans le même sens et sort de la " réserve " de la journaliste, profession qu'elle déclare exercer, puisqu'elle reproduit le 22 avril 2011 le message d'un " appel aux forces du progrès et de la modernité de se présenter unis au scrutin des élections de la constituante ". Même si ces idées et ces comportements ne dénotent pas une appartenance partisane, ils renseignent sur des choix politiques plutôt proches de la gauche tunisienne.

Sans se prononcer ouvertement pour des listes ou des tendances politiques, Fatma Arabicca a fait partie des blogueurs et blogueuses qui ont participé à la campagne de l'Instance supérieure indépendante des élections (ISIE) pour l'inscription sur les listes électorales. L'affiche partagée pour inciter le public à s'inscrire, montre une photo de Imed Trabelsi, neveu de Leila Ben Ali, menaçant " sinon je peux revenir ". En plus d'un message personnel, " Fatma Arabicca s'est inscrite et toi, quand est-ce que tu vas t'inscrire ? ".

Nous remarquons que nos cinq cyber-activistes n'ont pas appelé à voter pour un parti politique lors des élections de 2011, et qu'après les élections, ils ont tous rallié les rangs des critiques des partis au pouvoir qui formaient la Troïka : *Ennahdha*, de tendance islamiste, le Congrès pour la République (CPR) et *Ettakatol* de tendance plutôt à gauche). Après les élections, l'expression politique des blogueurs est donc de nouveau unifiée dans la critique dirigée contre les pouvoirs en place, qu'il s'agisse de l'Assemblée nationale constituante (ANC) élue le 23 octobre 2011, du Président de la République provisoire, élu par l'ANC, issue des premières élections "libres et indépendantes", le 12 décembre 2011, ou du gouvernement transitoire constitué le 29 décembre 2011.

En Avril 2013, Lina Ben Mhenni se prononce contre les députés de l'ANC. "Partez", écrit-elle, refusant le discours sur la légitimité des élus qu'on lui oppose et qui pour elle appartient à la langue de bois. Après l'assassinat, le 25 juillet 2013, à Tunis, du député nationaliste de gauche, Mohamed Brahmi, par des djihadistes, avec plusieurs blogueurs, elle rejoint le sit-in du Bardo pour demander le départ ("Erra7il") du gouvernement et des députés¹⁴. Seulement, dans cette crise politique qui durera plusieurs semaines, les blogueurs ne sont plus que des acteurs parmi d'autres, poursuivant la diffusion de photos et de vidéos relatives à ce mouvement de contestation.

Il est clair que la critique du pouvoir en place est un axe de continuité dans le discours des blogueurs et blogueuses tunisiennes tout le long de la période étudiée, malgré la diversité de leurs parcours et de leurs profils. Cependant, l'enchantement semble avoir fait long feu. Il y a même un sentiment de déception, voire "d'impuissance" chez certains d'entre eux tels qu'Emna Ben jemaâ lorsqu'elle critique les

*"personnes qui ont combattu pour les droits de l'Homme,
la liberté d'expression, et qui nous "gouvernent aujourd'hui"
et se laissent submerger par des objectifs personnels."*

En fait, nous oublions trop souvent que les blogueurs de notre corpus n'ont pas nécessairement fait le choix du militantisme politique et de la cyber-dissidence. Comme le souligne Emna Ben jemaâ:

*"partager un lien sur le net est devenu un acte de militantisme
qui nous a transformé en "militants malgré nous".*

Elle est l'exemple de ceux qui ont créé un blog pour parler de leur vie intime et qui ont été amenés à "s'exprimer davantage sur des questions sociétales et politiques" (Lecomte, 2013 : 59). Le 10 janvier 2011, elle déclare son blog "en deuil", et pour cause,

*"des tunisiens sont morts, tués par balles et le plus horrible,
c'est qu'à la télé tunisienne, on a essayé de les présenter*

¹⁴ Il s'agit du deuxième assassinat politique après celui de Chokri Belaid, politicien de tendance gauche, survenu le 6 février 2013 à Tunis. Source : www.jeuneafrique.com

comme des délinquants...

j'accuse tous ces tunisiens silencieux de complicité"

S'il s'agit bel et bien d'un appel implicite à l'action, son combat reste néanmoins dans l'ordre de la prise de parole dans l'espace numérique et virtuel et non pas dans la rue :

" Mon plus grand combat pour le moment, c'est que malgré la peur

je continue de m'exprimer de manière spontanée et honnête".

Cette liberté d'action constatée dans l'activité en ligne des blogueurs avant le 14 janvier 2011, nous l'observons également dans le refus d'un engagement politique partisan. Du moins, un engagement explicite. Après la révolution, la Tunisie est entrée, dans une nouvelle phase. L'accès à l'action et à la participation politique est libre, une situation inédite pour le pays et que d'aucuns poussent l'observation jusqu'à la qualifier d'état de " banalisation de la politique et de ses acteurs " (Hofmester et Garbow, 2013 : 78).

Conclusions

Dans un contexte de liberté de presse et d'expression, la voix des blogueurs se confond aujourd'hui en Tunisie avec les autres voix contestataires. L'accès à la parole libre est garanti. L'espace des réseaux sociaux et des blogs est ouvert. Si de nombreux blogueurs sont très actifs sur la toile, certains d'entre eux le sont aussi dans la vie quotidienne en participant dans l'espace public et en se mêlant aux initiatives visant à dénoncer les abus, à révéler les anomalies et les dysfonctionnements des institutions et des acteurs politiques. Si ces internautes sont toujours des cyber-activistes ou des cyber-militants est-il approprié de parler de cyberdissident dans leur cas comme ce fut le cas des jeunes que nous venons de présenter à l'époque de Ben Ali?

Ce que notre analyse des blogs des cyberdissidents, qui ont animé le cyber activisme des années charnières avant et après le 14 janvier 2011, nous a permis d'observer, c'est que ceux-ci s'inscrivent aujourd'hui dans une autre logique d'action. Leurs blogs sont des espaces où se côtoient l'expression des pensées et réflexions privées et le partage des idées politiques. Tout en gardant cette force critique envers les pouvoirs, et en tentant de préserver une certaine indépendance vis-à-vis des partis politiques, ces pionniers s'inscrivent dans des stratégies d'action et de mobilisation au sein desquelles ils ne sont plus les seules voix contestataires.

Ceci étant, si la parole libérée profite à tous, ce sont les médias tunisiens dits traditionnels –télévision, radio, presse écrite- qui sont actuellement les plus suivis par les différents publics. Ils tirent leur épingle du jeu dans un contexte marqué par la diversité accrue de l'offre médiatique en proposant un contenu plus ouvert aux différentes idées tout en laissant un espace à l'expression des citoyens via les réseaux sociaux.

Le web 2.0 permet une multitude de possibilités à ceux qui n'arrivent pas à exprimer leurs opinions et à diffuser leurs idées dans les médias dominants. Les réseaux sociaux numériques sont les courroies idéales par l'intermédiaire desquelles les discours politiques et les projets de société des courants politiques les

plus extrémistes, essentiellement les mouvements jihadistes et salafistes, peuvent se propager. Leurs idées généralement hostiles à la démocratie profitent de la liberté de production et de son corollaire la liberté d'accès aux contenus politiques pour conquérir de nouveaux adeptes. Ce nouveau contexte post-2011 ouvre de nouvelles voies pour l'étude de la cyber-dissidence en Tunisie et, en particulier, pour celle des nouvelles formes de médiation et d'interactions entre les jeunes sur les réseaux sociaux numériques.

Bibliographie

BEN MESSAOUD, Moez (2013) : " Médias et acteurs politiques dans une Tunisie en transition démocratique ", in Ben Messaoud Moez, El Bour Hamida et Stolpe-Kruger Janine (dir.) *Manuel de couverture des évènements politiques*, Tunis : éditions IPSI – DWA.

BRETON, Philippe et PROULX, Serge (2012) : " L'explosion de la communication ", in *Introduction aux théories et aux pratiques de la communication*, Paris : La découverte - Collection Manuels –Grands repères.

CHEBBI, Rim (2012) : " Communauté en ligne et nouvelles formes des liens sociaux : Etude de cas de la blogosphère tunisienne " in Najjar, Siham (dir.) *Les nouvelles sociabilités du Net en Méditerranée*, Paris : IRMC – Karthala.

CHOUIKHA, Larbi (2015) : *La difficile transformation des médias*, Tunis : Editions Finzi.

CHOUIKHA, Larbi et MEKKI, Thameur (2015) Que sont devenus les cyberdissidents tunisiens ?, *Orient XXI*, 15 avril, disponible en <http://orientxxi.info/magazine/que-sont-devenus-les,0867> [consulté le 15 juin 2015].

CHOUK, S. (2013) : " Mouvements sociaux : De la "cyberdissidence" à l'insurrection populaire ", in Fenniche R. (dir.) *Dans les mailles du filet, révolution tunisienne et web 2.0*, La Manouba : Série Recherches – Presses universitaires de la Manouba.

EL BOUR, Hamida (2013) : " Journalisme politique et couverture électorale ", in BEN MESSAOUD M., EL BOUR H. et STOLPE-KRUGER, Janine (dir.), *Manuel de couverture des évènements politiques*, Tunis : éditions IPSI – DWA.

GHERIB, Baccar (2011) : " Les classes moyennes tunisiennes entre mythe et réalité. Éléments pour une mise en perspective historique ", *L'Année du Maghreb* [En ligne], VII | 2011, pp. 419-435.
<http://dx.doi.org/10.4000/anneemaghreb.1296>.

GRABOW, Karsten y HOFMEISTER, Wilhem (2013) : *Les partis politiques et la démocratie – Introduction à la formation politique*, Tunis : Konrad Adenauer Stiftung.

INRIC (2012) : *Rapport Général de l'Instance Nationale pour la Réforme de l'Information & de la Communication*, disponible en http://www.inric.tn/rapports/fr/Pages%20de%20INRIC_Rapport_final_fr_04.pdf [consulté le 15 août 2015].

KEYTON, Joann (2006) : *Communication research – Asking questions, finding answers*, New York: Mc Graw Hill – Higher education.

LECOMTE, Romain (2013) : " Les usages "citoyens" d'Internet dans le contexte autoritaire tunisien : Analyse de l'émergence d'un nouvel espace public de la critique ", in NAJJAR, Siham (dir.) *Le cyberactivisme au Maghreb et dans le monde arabe*, Tunis/Paris : IRMC-Karthala.

VEDEL, Thierry (2003) : " Internet et les pratiques politiques ", in Gingras, Anne-Marie (dir.) : *La communication politique, état des savoirs et perspectives*, Québec : Presses Universitaires du Québec

Sites consultés:

<http://nomemoryspace.wordpress.com>

<http://atunisiangirl.blogspot.com>

<http://fatmaarabicca.blogspot.com>

<http://azyz405.blogspot.com>

<http://emmabenji.canalblog.com>

<http://nawaat.org>

<http://threatened.globalvoicesonline.org/>

<http://anneemaghreb.revues.org/>

<https://www.unescwa.org/>

<http://www.wikipedia.org>

<http://www.huffpostmaghreb.com>

<http://www.tap.info.tn>

<http://www.tunisienumerique.com>

<http://www.tunisia-live.net>